

Rapport : la plupart des industries en faillite sans l'aide des États



18 avril 2016 / Catégories: [Articles](#), [Environnement](#), [Rédaction](#) / Tags: [agroalimentaire](#), [agroindustrie](#), [capitalisme](#), [pollution](#), [productivisme](#), [rapport](#) / [Réclamations et signalements](#) /

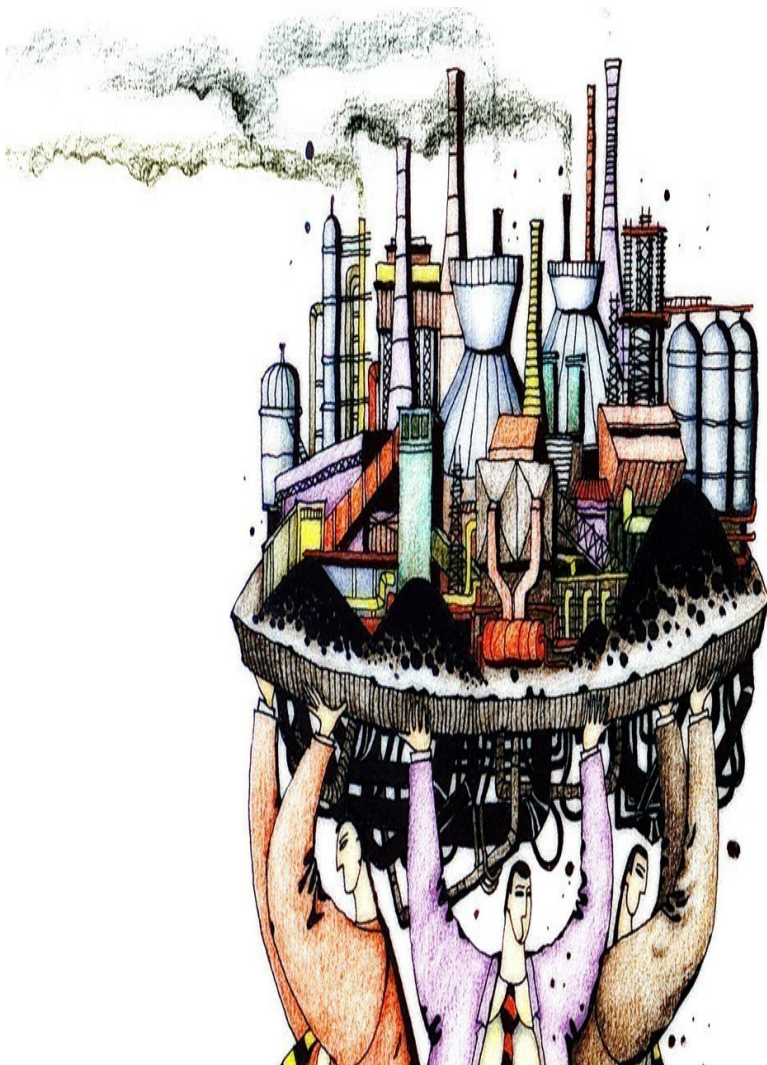
Partager la publication "Rapport : la plupart des industries en faillite sans l'aide des États"

Mandatée par une entité soutenue par l'Onu, la société Trucost a étudié l'impact économique de la dégradation de l'environnement par les grandes compagnies capitalistes du monde. Son rapport relativement peu médiatisé à sa sortie révèle une vérité accablante : si la collectivité ne payaient pas pour elles, les grandes entreprises ne réaliseraient tout bonnement aucun profit. Et la note est salée : 7300 milliards de dollars. De quoi mettre en faillite tout un système.

Née à la suite du G8+5 des ministres de l'Environnement qui s'est tenu à Potsdam (Allemagne) en 2007, The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB, soit « l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité ») est un groupe d'étude focalisé sur l'économie de l'environnement. Deux ans plus tard, les résultats étaient remis au Programme pour l'Environnement des Nations unies, estimant **les dégâts causés au monde naturel par l'activité humaine** entre 2000 et 4500 milliards de dollars, pour la seule année 2008. La même année, *Principles for Responsible Investment*, un réseau international d'investisseurs engagés dans le capitalisme vert (développement durable) et soutenu par l'ONU, avançait des chiffres nettement supérieurs : 6600 milliards de dollars, soit 11% du PIB

mondial.

Mais comment chiffrer sérieusement les conséquences des activités industrielles ? Il suffit de se pencher sur les externalités négatives qu'elles génèrent. Une externalité est un impact conséquent à une activité qui n'est pas officiellement reconnu par celui qui le génère, donc ne se répercute pas sur le prix. Les multinationales sont devenues, à force de lobbying, des experts dans l'exploitation de ces externalités. Ceci leur permet de « camoufler » les coûts réels de leur production par exemple, en exploitant l'environnement. Une manière de s'enrichir tout en répercutant les conséquences de leurs activités sur la collectivité. De manière vulgarisée : le faible prix d'un produit low-cost ou polluant se répercute sur l'ensemble de la société. L'étude de Trucost (2013) intitulée [*Natural capital at risk. The top 100 externalities of Business*](#) va, de manière inédite, chiffrer ces externalisations.



Pour ce faire, 100 critères de mesures liées à l'environnement ont été dégagés à cette fin, classés dans 6 catégories : utilisation de l'eau, utilisation des sols, émissions de gaz à effet de serre, pollution des déchets, pollution des sols, pollution des eaux. Ainsi, on découvre que les industries de la production (agriculture, industrie forestière, pêcheries, extraction minière, gisements gaziers et pétroliers, services : eau, électricité...) et de la transformation (ciment, acier, papier, pétrochimie...) ont un coût d'externalité estimé à un total de 7300 milliards de Dollars (6456 milliards d'Euros environ), soit 13% du PIB mondial de l'année 2009. 38% de ces coûts provient des gaz à effet de serre, puis 25% de l'usage de l'eau et 24% de l'usage des sols... C'est là que l'étude fait une conclusion choc...

En effet, si les industries conventionnelles devaient prendre à leur charge la réparation des dégâts

provoqués par leurs activités, **aucune ne réaliserait de profit**. L'étude réalisée par Trucost est formelle et démontre que les grandes compagnies mondiales (industries du pétrole, du tabac, de la viande, d'extraction minière, de l'électronique...) réalisent leurs marges au profit des actionnaires mais au détriment de l'avenir de l'espèce humaine. Dans certains cas, le coût environnemental excède parfois très largement le chiffre d'affaires de l'entreprise, ce qui signifie que celle-ci perdrait de l'argent de façon constante si elle devait réellement assumer financièrement la dégradation écologique qu'elle cause. L'un des exemples les plus édifiants est celui de l'industrie du bétail en Amérique du Sud, dont l'impact environnemental est estimé à un coût de 353, 8 milliards de dollars... pour un chiffre d'affaires de « seulement » 16, 6 milliards.

Sur le plan de l'usage des sols et de l'eau, presque aucune des compagnies étudiées n'assume le coût économique des effets de ses activités sur les écosystèmes. Un exemple célèbre est Nestlé, qui pompe sans limite et à [un tarif dérisoire quoique non connu](#) les eaux de Californie, alors que l'État est en proie à des [sécheresses](#) de plus en plus fréquentes, et les revend à ceux-là même qui sont lésés par ses activités. Les dégâts provoqués par les sécheresses se chiffrent annuellement à quelque 4 milliards de Dollars, selon les chiffres de l'année 2012 et la situation s'empire. D'après l'étude de Trucost, l'impact indirect de l'industrie du soja (généralement à destination de l'élevage) et autres industries de transformation de l'huile se chiffrerait à 154 milliards de Dollars, tandis que celui des industries d'élevages industriels et de transformation de la viande atteindrait 108 milliards. Le chantage à l'emploi peut-il suffire à justifier cet endettement collectif hors norme ?

L'étude souligne également que les industries les plus nocives pour l'environnement sont celles de la viande et du charbon. Le cas de la déforestation amazonienne au profit de la pâture des bétails est le plus connu : c'est, d'après un [rapport de la Banque mondiale](#), la cause de 91% de la déforestation de l'Amazonie. Combien perdraient les compagnies si elles devaient assumer (ce qui semble élémentaire) le coût environnemental de leurs activités ? Celui-ci atteindrait, pour les élevages industriels, 710% de leur chiffre d'affaires, 400% pour la culture du blé et 120% pour l'industrie du ciment...

Le rapport de Trucost, société pourtant soutenue par de nombreuses entreprises de renommée mondiale, est particulièrement éloquent. Il met en évidence que les États acceptent volontiers la dégradation environnementale et déresponsabilise les industries les plus nocives. Mais la population a-t-elle donné son accord ? Ceci souligne une gravissime absence de régulation et la perpétuation d'un capitalisme de connivence qui permettent à des grandes entreprises polluantes de se perpétuer. Car, en effet, si elles devaient pleinement assumer les dégâts qu'elles provoquent, la plupart d'entre elles devraient tout bonnement déposer le bilan. Ne sommes nous pas en face d'une faillite camouflée d'un système dans son ensemble ? On comprend à quel point le lobbying peut devenir vital pour ces grosses entreprises et ce pourquoi la transition écologique est si lente.



Illustration : « Sans retour ni consigne » de J F Batellier

Une fois de plus, il apparaît patent que nombre d'États et institutions supra-étatiques se font les soutiens d'un capitalisme mondialisé qui, sans eux, se serait nécessairement réformé par lui-même car incapable de faire face aux conséquences écologiques de leurs activités. Plus clair encore que les prix des produits de consommation de masse sont en réalité falsifiés et nivelés, au détriment à la fois des travailleurs et des écosystèmes. Là encore, la pertinence politique, économique et sociale des circuits courts et de l'agriculture raisonnée (ou bio) constitue une partie de la solution. Mais le choix individuel des consommateurs ne suffira pas tant que ne s'exerce pas une pression forte sur les pouvoirs publics afin qu'ils cessent de subventionner des industries nocives à l'environnement. Les sommes colossales en jeu, ne pourraient-elles pas, en effet, être imparties à un vaste plan de relocalisation de l'économie et de l'agriculture, au lieu d'encourager la destruction des écosystèmes dont notre vie même dépend ?

Sources : [Rapport de Trucost](#) / [BBC.com](#) / [ExposingTheTruth.com](#) / [Trucost.com](#) / [Salon.com](#) / [Rapport de la Banque mondiale sur les causes de la déforestation de l'Amazonie brésilienne](#).